



## Avancer les vacances de 15 jours permettrait-il de freiner l'épidémie ?

LA QUESTION - Alors que l'Île-de-France demeure l'une des régions françaises les plus touchées par le regain épidémique, à tel point que les hôpitaux de la région se préparent à déprogrammer 80 % des opérations, la présidente de région suggère quant à elle d'avancer les prochaines vacances scolaires de deux semaines. « Ce que je propose, c'est qu'on avance de quinze jours les vacances scolaires. Vous savez que les vacances scolaires sont prévues le 17 avril, on pourrait les avancer de deux semaines, les mettre le 2 avril, de façon à vraiment donner un vrai coup d'arrêt à la pandémie. Il faut qu'on la freine », explique Valérie Pécresse dans un reportage diffusé par TF1. Selon les informations de Paris Match, elle en aurait fait la demande au préfet d'Île-de-France.

Dieu seul le sait Newsletter

Le dimanche

Religions, laïcité, spiritualité, à retrouver dans la lettre de Jean-Marie Guénois.

Alors que le gouvernement a fait jusqu'ici le choix de maintenir les écoles primaires et les collèges ouverts, ainsi que les lycées (en demi-jauge dans les départements reconfinés), malgré l'avis de nombreux médecins, la diffusion des variants semble changer la donne puisque ceux-ci se transmettent davantage chez les jeunes que la souche initiale du virus. Dans de nombreux établissements, la situation devient critique tant les contaminations d'élèves ou d'enseignants rendent plus difficile la poursuite d'une vie scolaire normale. Par ailleurs, comme le souligne Valérie Pécresse, les restrictions sanitaires actuelles ont entraîné une moindre baisse des déplacements que lors des confinements du printemps et de l'automne 2020 : les transports en commun de la région accueillent encore 45% du trafic habituel (contre 55% avant les mesures prises le 18 mars), alors qu'il avait chuté à 30 ou 35% en automne, et à 10% au printemps de l'année dernière.

Dans ces conditions, quelle serait l'efficacité supplémentaire d'un doublement du temps des vacances scolaires, qui dureraient alors quatre semaines, du 2 avril au 3 mai ?

VÉRIFIONS - La plupart des Français le savent bien : il est assez difficile de connaître le rôle exact que jouent les enfants dans la transmission du virus. Déjà en janvier dernier, nos journalistes du service Santé se posaient la question de l'utilité d'une fermeture des écoles. Réponse : eh bien, on avait du mal à le savoir. A-t-on désormais davantage de données à notre disposition ? Oui, mais elles ne sont pas univoques. Regardons donc de plus près.

Si l'on observe une augmentation du taux d'incidence chez les jeunes, c'est parce qu'on les teste beaucoup plus qu'au début de la crise.

Pr. Robert Cohen

Un premier indicateur paraît montrer de manière implacable que les enfants sont de plus en plus touchés par le virus : c'est le calcul du taux d'incidence (nombre de cas positifs pour 100 000 personnes). D'après Santé Publique France, ce taux d'incidence est désormais quatre fois plus élevé chez les enfants de moins de dix ans qu'il ne l'était au début de la pandémie (il reste néanmoins très largement inférieur au taux d'incidence en population générale), et il a augmenté également chez les 10-19 ans. L'affaire serait donc entendue, les enfants sont désormais beaucoup plus touchés par le virus... Pas si vite, tempère cependant le Pr. Robert Cohen, président du Conseil national de pédiatrie. « Si l'on observe une augmentation du taux d'incidence chez les jeunes, c'est parce



qu'on les teste beaucoup plus qu'au début de la crise ! Lorsque l'on change de paire de lunettes, il ne faut pas s'étonner que l'on observe ensuite des choses différentes. » Le pédiatre précise en outre que « le taux de positivité des tests demeure quant à lui très nettement inférieur chez les enfants par rapport à l'ensemble de la population »

Des contaminations surtout intra-familiales

Si pour Robert Cohen la prolongation des vacances scolaires constitue un dernier recours, c'est que cette solution permettrait selon lui de limiter les effets d'un confinement généralisé sur la baisse du niveau scolaire (puisque l'on ne supprimerait que deux semaines de cours), tout en réduisant malgré tout les déplacements. Mais il rappelle que d'après l'étude réalisée par le Conseil national de pédiatrie, « l'école n'est pas un lieu d'accélération de l'épidémie ». En effet, précise-t-il, « la majorité des enfants - 8 ou 9 sur 10 - qui sont testés positifs ont été contaminés à la maison ; notre étude sur la recherche des contacts de ces enfants montre que les contaminations en milieu scolaire sont dix fois moins nombreuses que les contaminations intra-familiales ». Certes les jeunes sont plus souvent contaminés qu'auparavant, mais il ne faut donc pas inverser le sens de la causalité : c'est parce que l'épidémie progresse que les jeunes sont contaminés, et non l'inverse. « Nos données indiquent clairement que les adultes restent plus contaminants que les enfants », conclut-il.

En outre, la raison principale qui explique la fréquentation des transports en commun d'Île-de-France n'est pas d'abord l'ouverture des écoles (puisque celles-ci étaient ouvertes aussi en novembre) mais le fait que les salariés continuent largement de venir au bureau, et ce malgré les appels répétés du gouvernement à privilégier au maximum le télétravail. Dans les faits, donc, les télétravailleurs sont moins nombreux que lors des deux précédents confinements, et certaines études estiment qu'un tiers au moins des contaminations ont lieu au travail. La fermeture des écoles obligerait sans doute certains parents de jeunes enfants à rester à leur domicile pour assurer la garde des petits, mais en ce cas, c'est moins la fermeture des écoles qui est en question que bien les choix des salariés eux-mêmes.

De son côté, le Pr. Arnaud Fontanet a rappelé au micro de Jean-Jacques Bourdin sur BFMTV que les trois pays les plus concernés par la diffusion du variant britannique (l'Irlande, le Royaume-Uni et le Portugal) « ne s'en sont sortis qu'avec une fermeture complète » des collèges et des lycées, où les contaminations sont plus fréquentes d'après lui qu'à l'école primaire.

Mais dans quelle mesure ces situations sont-elles comparables ? Certes début mars le Royaume-Uni a pu rouvrir ses écoles après deux mois de confinement strict des élèves, mais si les indicateurs s'améliorent nettement outre-Manche, c'est aussi que la vaccination est bien plus avancée qu'en France. Au Royaume-Uni, 28 millions de personnes ont en effet déjà reçu une dose de vaccin à ce jour. Quant à l'Allemagne, où les écoles ont été fermées entre décembre et février et n'ont depuis été rouvertes que partiellement (beaucoup d'élèves sont restés chez eux, quand d'autres ne vont à l'école qu'un jour sur deux), cela n'empêche pas le pays de faire face à une hausse exponentielle du nombre de cas liée notamment à la propagation des variants.

**EN RÉSUMÉ** - Si elle était mise en œuvre, la proposition de Valérie Pécresse aurait bien un impact sur la propagation du virus : les élèves ne sont pas les principaux contamineurs mais il leur arrive malgré tout de propager le virus et 10 % au moins des contaminations d'enfants ont lieu en milieu scolaire. Néanmoins, la situation tendue dans les écoles d'Île-de-France (une centaine de classes sont actuellement fermées) n'est probablement que la conséquence d'un regain épidémique général, et ne suffit pas à affirmer que les écoles sont un lieu particulièrement propice aux contaminations. Ce que confirme d'ailleurs le dernier avis du Conseil scientifique, en date du 11 mars 2021 : « les écoles ne semblent pas constituer des amplificateurs de transmission : la circulation



du virus en milieu scolaire reflète plutôt celle qui est observée au sein de la collectivité ».

Prudence tout de même : il reste à ce jour assez difficile de cartographier exactement la propagation de l'épidémie parmi les élèves, et ce malgré le déploiement de tests salivaires. Le ministre de l'Éducation lui-même a fourni à l'issue de ces tests des résultats contradictoires, semblant confondre le taux d'incidence et le taux de positivité des tests. Cependant, une étude de l'Institut Pasteur portant sur «les facteurs sociodémographiques, comportements et pratiques associés à l'infection par le Covid» précise tout de même qu'« avoir un enfant qui va au collège ou au lycée représente le sur-risque le plus important pour les adultes ».

Compte tenu de ces éléments, nous pouvons conclure qu'avancer les vacances scolaires de quinze jours en Île-de-France ne peut que contribuer à réduire les contaminations dans la région (à condition que les élèves se confinent chez eux), mais certainement de manière modérée, et non déterminante : c'est le faible nombre de télétravailleurs qui explique surtout l'importante circulation du virus. Par ailleurs, les scientifiques s'accordent à dire que seuls les collèges et les lycées jouent un rôle significatif dans la transmission du virus, celle-ci étant bien moindre dans les écoles primaires.

